

Amérique du Sud: entre résistance biopolitique et stabilisation répressive

Alexandre Mendes¹

Murilo Duarte²

Résumé: En Amérique du Sud, résistance biopolitiques et un nouveau régime de guerre constituent une sorte de fil caché qui articule les différents gouvernements appelés “progressistes”, “néolibéraux” ou, dans le cas brésilien, le gouvernement soit-disant “anti-systémique” d'extrême droite. Par le biais d'une cartographie des luttes récentes, il est possible de démontrer une cohérence intègre de plus en plus la métropole et la forêt dans le même *tourning écoterritorial* qui a eu lieu dans les dernières années. Pourtant, les gouvernements de la région développent des structures répressives toujours plus fortes pour faire face à l'instabilité constitutive des conflits biopolitiques et territoriaux. Deux cas seront mis en évidence: a) la profusion récente de lois antiterroristes sous le paradigme de la sécurité globale et financière; b) la présence militaire du Brésil en Haïti (2004-2017) comme un “laboratoire” ultérieurement appliquée aux favelas de Rio de Janeiro, sous la rubrique de “Politique de Pacification”.

Abstract: In South America, biopolitical resistance and a new regime of war constitute a kind of hidden thread that articulates the various governments called "progressives," "neoliberals" or, in the Brazilian case, the so-called government "anti-systemic" of the far-right. Through a cartography of recent struggles, it is possible to demonstrate a coherence that increasingly integrates the metropolis and the forest into the same eco-territorial turning that has taken place in recent years. Yet governments in the region are developing ever-increasing repressive structures to deal with the instability of biopolitical and territorial conflicts. Two cases will be highlighted: (a) the recent profusion of anti-terrorism laws under the paradigm of global and financial security; b) Brazil's military presence in Haiti (2004-2017) as a "laboratory" later applied to the favelas of Rio de Janeiro, under the heading of "Pacification Policy".

Mots-clés: Amérique du Sud; Biopolitique; Territorialité; Régimes de Guerre.

Introduction

¹ Professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Rio de Janeiro - UERJ. Il a effectué un stage postdoctoral à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense (2018). Doctorat en Droit (UERJ, 2012), Master en Criminologie (UCAM, 2007). Il a publié le livre *Vertigens de Junho: os levantes de 2013 e a insistência de uma nova percepção* (Revan, 2018). Il a publié, avec Bruno Cava, les livres suivants: *A vida dos direitos. Violência e Modernidade em Foucault e Agamben* (Agon, 2008) et *A constituição do comum: antagonismo, produção de subjetividade e crise no capitalismo* (Revan, 2016)

² Professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'État de Ponta Grossa. Docteur (USP) et Master (UFSC) en philosophie et théorie générale du droit. Il a effectué un stage postdoctoral à la Vrije Universiteit Brussel (2017). Coordonne le Laboratoire de recherche interdisciplinaire en théorie sociale, théorie politique et post-structuralisme. Il a publié, en tant qu'auteur ou co-organisateur, les livres suivantes: *Direito e Ruptura* (Juruá, 2013), *O estado de exceção e as formas jurídicas* (Editora UEPG, 2017) et *Pensar a Netflix* (D'Plácido, 2018).

Au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle, au plus fort de la mondialisation économique et du soit-disant “Consensus de Washington”, L'Amérique du Sud fait irruption comme une alternative réel basée sur l'émergence de puissants mouvements de contestation: au Venezuela, le Caracazo (1989); en Équateur, les soulèvements urbains successifs de 1997, 2000, 2001, jusqu'à la rébellion de los forajidos, de 2005; en Bolivie, les révoltes de l'eau (2000) et du gaz (2003); en Argentine, la révolte de la Plaza de Mayo (2001); au Brésil, les forums sociaux de Porto Alegre (2001-2003, 2005), où se concentrent inévitablement tous les aspirations liées aux protestations.

La vague de mobilisations trouve des équivalents institutionnels: nouvelles constitutions plurinationales promettent de “décoloniser” l'État par le pluralisme juridique, l'autonomie indigène, les droits de la nature et du *Buen Vivir*, la justice sociale et la participation politique³. Par ailleurs, la formation d'un nouvel arc de gouvernements appelé “progressistes”, raisonnablement ancré dans divers mouvements sociaux, devient une espèce de modèle pour une réinvention démocratique globale, en engageant des militants et intellectuels du monde entier. Pour faire seulement deux exemples: en 2009, après la victoire de Barack Obama à la présidence des États-Unis, le philosophe américain Michael Hardt a déclaré que “la meilleure issue [politique] pour les États-Unis est que les États-Unis deviennent comme l'Amérique Latine, en développant une dynamique entre les gouvernements de gauche et les mouvements sociaux” (Hardt, 2009). En 2015, maintenant sur le continent européen, le leader du parti politique espagnol Podemos, Íñigo Errejón, a déclaré: “Il y a près d'une décennie, l'Amérique du Sud est devenue le principal et presque unique espace d'expérimentation géopolitique au sens émancipateur” (Errejón, 2013).

Cependant, au tournant de 2020, il est beaucoup plus difficile de créer une image politique homogène du sous-continent, ayant le vague de transformations débordé au-delà du conflit entre progressisme vs néolibéralisme. Pourtant, ils ne sont pas négligeables les analyses qui tentent de recadrer la région dans l'ancienne étiquette dualiste: d'expérience émancipant, le Sud devient le laboratoire de nouveaux “coups d'État” ou d'une “Guerre hybride” menée par les forces d'extrême droite⁴. De l'autre côté du spectre politique, la même opération est

³ Pour une présentation des cycles constitutionnels latino-américains, cf. FAJARDO, 2011, pp. 139-159; Pour une vision critique du “nouveau constitutionnalisme”, cf. GARGARELLA, R., 2015, pp. 169-172. Pour un débat sur il *Buen Vivir*: SCHAVALZON, S. 2015; ACOSTA, A. 2016.

⁴ La théorie de la guerre hybride est l'une des clés pour expliquer l'échec des gouvernements progressistes au Brésil. Cf. ESCOBAR, P. 2016. Disponible en: <https://outraspalavras.net/geopoliticaeguerra/o-brasil-no-epicentro-da-guerra-hibrida/> Pour le développement “théorique”, cf. KORYBKO, A. 2019. Pour une critique récente qui va dans le sens de cet article: Medeiros; J. 2020. Disponible en: <https://passapalavra.info/2020/01/129676/>

effectuée, en échangeant uniquement les signaux: l'Amérique du Sud est considérée une région menacée par un “horizon communiste” avec la complicité des agences internationales, dans la formule récente de personne d'autre que le ministre des Affaires Étrangères du Brésil, Ernesto Araújo (2019).

Alors que les polarisations identitaires⁵ produisent un récit cohérence des crises successives qui éclatent dans le sous-continent, dans le plan concret des relations gouvernementales (Foucault, 2008a), la situation semble beaucoup plus complexe. Le objectif de cet article est de travailler sur deux éléments - *deux persistances* - qui remettent en cause ces positions politiques sur l'Amérique du Sud. D'une part, on observe la présence d'un ensemble de luttes au cours des dernières années, qui peut être appelé *résistances biopolitiques*, en soulignant la relation entre la vie, la territorialité et la nature (Foucault, 1997; Negri & Cocco, 2005; Cava e Cocco, 2018). De l'autre, il y a un changement dans le *régime de guerre* qui le déplace du conflit conventionnelle entre les États vers des diverses formes de gestion de la territoire et la population, créant une zone grise entre la figure de l'ennemi extérieur et la citoyen (Virilio, 2008 e 2012; Negri & Hardt, 2005; Gomes, 2014, Mbembe, 2018, Cocco, 2020).

Les deux éléments (résistance et guerre) constituent une sorte de fil caché qui articule les différents gouvernements appelés “progressistes”, “néolibéraux” ou, dans le cas brésilien, le gouvernement soit-disant “anti-systémique” d'extrême droite. Dans la première partie de l'article, nous proposons une cartographie des luttes récentes pour démontrer que non seulement il y a une continuité visible par rapport aux luttes des années 2000, comme une cohérence qui intègre de plus en plus la métropole et la forêt dans le même *tournant écoterritorial* qui a eu lieu dans les dernières années (Svampa, 2019). Dans la deuxième partie, partant du même principe, nous démontrerons que les gouvernements de la région développe des structures répressives toujours plus fortes pour faire face à l'instabilité constitutive des conflits biopolitiques et territoriaux. Deux cas seront mis en évidence: a) la profusion de lois antiterroristes et la réorganisation du pouvoir répressif dans les pays d'Amérique du Sud; b) la présence militaire du Brésil en Haïti, dirigé par le gouvernement du Partis des Ouvriers, puis appliquée aux favelas de Rio de Janeiro, sous la rubrique de “politique de pacification”.

⁵ Pour définir la polarisation identitaire, nous utilisons la conclusion de James Davison Hunter sur les guerres culturelles aux États-Unis: la dissidence est éliminée par un réalignement des sujets autour des grandes identités. Voir: HUNTER, 1991. Pour une mise à jour sur le débat, voir: MANSON, L. 2018. Au Brésil, le débat a été présenté par Pablo Ortellado. Cf. ORTELLADO, P. 2018.

1. Résistance biopolitique: le tournant écoterritorial en Amérique du Sud

Comme l'a récemment déclaré l'anthropologue Salvador Schavelzon (2019), la vague actuelle des manifestations qui ont éclaté en Équateur, au Chili, en Bolivie, au Pérou et en Colombie, est défiant car elle expose une impasse entre "les raisons de la rue" et la capacité des dirigeants politiques et des opérateurs idéologiques dans "l'initiative politique centralisatrice". Les gouvernements, qu'il soit "néolibéraux" ou "progressiste", sont attaqués par un désir de changement radical et une méfiance générale à l'égard du système politique, souvent exprimé par des actions collectives autonomes et indépendantes. Même lorsqu'ils sont capturés par des polarisations politiques, comme dans le cas exemplaire du Brésil, ces actions comportent une *instabilité* intrinsèque qui fait le scénario toujours incertain.

Mais quelles sont les "raisons de la rue" et pourquoi échappe-t-elle à la logique des gouvernements établis? Comment analyser le "pouvoir indéterminé" (Arantes, 2014) qui émerge des protestations? Bien qu'il soit impossible d'avoir une réponse définitive à la question, nous pouvons suggérer quelques pistes de compréhension. Premièrement, nous sommes confrontés à des *résistances biopolitiques*, c'est-à-dire à des luttes qui remettent en question les formes de vie, y compris les conditions de vie dans les forêts, les villes et les espaces de circulation et de production post-fordiste (Negri & Hardt, 2003; Cocco, 2009). De plus, ils sont des *luttes contemporaines*, au sens attribué par Foucault: face aux relations de pouvoir en tant que tels, ils ont des effets transversaux et persistants, rejetant la logique des tuteurs politiques et leurs programmes de rationalisation (Foucault, 1995; 2018).

Par conséquent, il n'y a pas de contradiction à affirmer que ces luttes ont été renforcées dans les gouvernements progressistes sud-américains, en particulier face à la centralisation du pouvoir autour de l'état et le tournant néo-extractivisme et néo-développementaliste opéré à partir de la fin des années 2000 (Cocco, 2014, Machado; Zibechi, 2016; Svampa, 2019). C'est le cas, au Chili, du processus de reprise de terres par la population Mapuche pendant le gouvernement Ricardo Lagos; au Brésil, de la révolte des indigènes, de la population riveraines, des travailleurs précarisés contre la construction de grands barrages (Belo Monte, Jirau et Santo Antônio), sous les gouvernements de Lula et Dilma (2009-2015); des conflits indigènes dans la région de TIPNIS, en Bolivie, en 2011, contre la construction d'une autoroute en terre protégée, dans le gouvernement Evo Morales; des soulèvements indigènes qui ont commencé en Amazonie, entre 2012 et 2015, contre les grands projets miniers de Rafael Correa et, récemment, les conflits dans le parc national de Canaima, au Venezuela, contre le projet

d'extraction de richesses minérales lancé par Nicolás Maduro face à la dévastation économique et humanitaire produite par son gouvernement.

Pour Maristella Svampa, ces luttes pointent vers un *tournant écoterritorial* à deux dimensions. Premièrement, elles démontrent que le territoire doit être compris de manière *qualitative*, non pas comme un simple espace physique, mais comme une territorialité: c'est-à-dire, un ensemble de “relations environnementales et sociales rhizomatiques” qui relie différents groupes sociaux à la nature, de manière non statique et non homogène (Svampa, 2019, pp. 31-54). Deuxièmement, l'écoterritorialité indique que ce sont les “hybrides de la nature et de la culture” (Latour, 1994) qui sont devenus des espaces de résistance et de lutte contre les différents programmes néo-extractifs et néo-développementalistes lancés en Amérique du Sud ces dernières années.

D'autre part, ces résistances biopolitiques ne se limitent pas à la vie dans les zones riveraines ou forestières, se déplaçant au centre des grandes *métropoles* sud-américaines. Au Brésil, les Journées de Juin 2013 sont le cas emblématique de ce phénomène. Rapidement, les protestations liées initialement aux tarifs des transports publics se sont devenues un vrai soulèvement contre la mauvaise qualité de services publics, les impacts de les grands projets d'intervention urbaine et les coûts de la corruption généralisée (Ortellado, 2013; Cava & Cocco, 2014; Arantes, 2014; Mendes, 2018).

Bien que certains théoriciens du progressisme brésilien ont décrit Juin 2013 comme un soulèvement “manipulé” ou “capturé” par la classe financière et propriétaire (Souza, 2016; Singer, 2015), conduisant à la victoire de la Nouvelle Droite et de Bolsonaro, en 2018, c'est l'absence réponse institutionnelle qui a ouvert l'opportunité d'une capture du mouvement par les forces autoritaires (Cleto; Corrêa, 2019). Dans sa réalité matérielle, cependant, Juin 2013 a posé un problème irréversible au pouvoir en plaçant les conditions de vie dans la métropole au centre du débat politique. Ce n'est pas par hasard que l'espace urbain, lui-même, devient de plus en plus une territorialité complexe et multiforme, réunissant les dynamiques sociales, culturelles et productives du capitalisme contemporain (Lefebvre, 1999; Negri & Hardt, 2016). Ainsi, les manifestations de Juin 2013 peuvent être considérées comme une explicitation du *conflit biopolitique* qui traverse les villes sud-américaines et ne peuvent être réduites aux polarisations idéologiques entre la droite et la gauche.

La nouveauté des manifestations qui ont éclaté en 2018-2019 réside dans la confluence de toutes ces tendances. En Équateur, les mobilisations indigènes sont dirigées vers la métropole et là, ils trouvent de jeunes manifestants pour, ensemble, lutter contre la hausse des coûts de circulation et revendiquer une protection sociale adaptée aux conditions de vie des

métropoles contemporaines. Au Chili, les manifestations attaquent le prix des transports publics, se propagent contre le système de gestion privée de la protection sociale et culminent dans le choix du drapeau Mapuche comme symbole de la lutte pour la justice et la démocratie. En Colombie, les manifestations remettent en cause la réforme des retraites et viennent s'ajouter aux mobilisations contre les assassinats de leaders indigènes face au fiasco du processus de paix.

Dans tous ces cas, les mobilisations forment une nouvelle cartographie qui souligne les dilemmes liés à l'écoterritorialité: blocages dans les réserves de lithium à Atacama (Chili), dans les puits de pétrole en Amazonie (Equateur), dans les autoroutes lors des marches indigènes (Colombie), sont liés à occupations des stations de métro, de bus et des bureaux publics dans les grandes métropoles. Impossible de s'expliquer par la distinction entre progressisme et néolibéralisme, ces résistances biopolitiques n'apportent pas un nouveau projet à suivre, mais une succession d'impasses qui affectent la région, faisant écho aux crises qui se déroulent au sein même de la globalisation.

En revanche, l'absence d'une réponse adéquate fait qu'une partie du désir de transformation soit canalisée par une nouvelle droite (*alt-right*) de plus en plus présente et active. Les tentatives des gouvernements progressistes de rester au pouvoir à tout prix ont créé un environnement favorable à la concentration de l'indignation collective par ces plateformes politiques. D'une manière générale, ces plateformes tentent d'offrir un sens de l'ordre et de discipline au milieu des insécurités provoquées, non seulement par le décisionnisme politique et économique qui a marqué les gouvernements progressistes, mais par l'instabilité réelle vécue dans les territoires sud-américains.

Comme nous le verrons au point suivant, dans son appel à l'ordre, la nouvelle droite, cependant, n'initie pas *ex nihilo* une restauration autoritaire, mais se nourrit des instruments de pouvoir laissés par les gouvernements progressistes dans leur action répressive contre les résistances biopolitiques. D'une part, il y a une réorganisation et une intensification de l'appareil répressif, avec des lois anti-terroristes, des mesures de "guerre contre la drogue", la création de forces spéciales, l'augmentation de la puissance militaire etc; d'autre part, le territoire est militarisé de différentes manières, créant une *zone grise* entre guerre et sécurité qui suit les tendances mondiales liées aux politiques soit-disant "d'intervention", de "stabilisation" ou de "pacification" (Gomes, 2014).

2. La stabilisation répressive: l'alliance entre progressisme et nouvelles droites

2.1 Les lois anti-terreur

Dans le début de l'année 2019, en faisant mention aux manifestations qui éclatent au Chili, le Président brésilien Jair Bolsonaro a déclaré que la Loi anti-terreur devrait être élargie à fin de criminaliser des actes de vandalisme en tant que terrorisme⁶. Trois années plus tôt, à l'aube de la réalisation des Jeux Olympiques à Rio de Janeiro, Dilma Rousseff faisait promulguer la Loi anti-terreur, en opposant son veto à cette même disposition dans le projet législative original. La déclaration de Jair Bolsonaro faisait écho à une autre, dont l'auteur était le député fédéral Eduardo Bolsonaro (fils du Président), laquelle menaçait une hypothétique radicalisation des gauches au Brésil d'un "nouveau AI-5"⁷.

Dans ce enchevêtrement de déclarations, deux figures de proue d'un gouvernement national des nouvelles droites latino-américaines reprennent de façon explicite institutions typiques de la dictature militaire brésilienne (1964-1985) à côté d'un parmi les réalisations législatives les plus répressives qui ont été produites par un gouvernement progressiste récent. Cette reprise permet de percevoir une ligne de continuité discrète, mais tenace, entre les lois d'exception et les politiques de Terrorisme d'État typiques de gouvernements militaires latino-américains, l'adhésion pratique de gouvernements progressistes à son liturgie héritée (prisons arbitraires, tortures, disparitions forcées, exécutions sommaires), et des bravades avec lesquelles les nouvelles droites administrent la polarisation identitaire et la guerre des récits qui les légitiment.

Les successives législations anti-terreur des pays latino-américains démontrent que les résistances biopolitiques, persévérant depuis la démocratisation, ont entraîné une croissante réorganisation des pouvoirs répressifs et punitifs d'États. Cette réorganisation profita d'une alliance discrète et peut-être contre intuitive entre le progressisme des années 2000 et après, et la montée des nouvelles droites dès la deuxième moitié des années 2010. Quoique les stratégies ne soient pas homogènes, les progressismes du début du 21^{ème} siècle de même que les nouvelles droites s'orientent par des versions légèrement modifiées des néo-extractivismes, des néo-

⁶ O GLOBO. *No lugar de Eduardo diria que deveríamos mudar a lei antiterrorismo, diz Bolsonaro*. *Jornal online*. Edição do dia 11 de novembro de 2019. Disponible sur: <<https://oglobo.globo.com/brasil/no-lugar-de-eduardo-diria-que-deveriamos-mudar-lei-antiterrorismo-diz-bolsonaro-sobre-declaracao-de-ai-5-24058218>>. Accédé le 28.déc.2019.

⁷ L'acte institutionnel numéro cinq (AI-5), du 13 décembre 1968, était un décret exécutif fédéral accordé par le président d'alors, le général Costa e Silva, qui réservait une série de pouvoirs extraordinaires au Président de la République et au gouvernement militaire, en suspendant les libertés civiles et politiques prévues par la Constitution de 1967. L'historiographie du régime militaire brésilien reconnaît l'AI-5 comme l'acte juridique qui a ouvert la verve autoritaire du gouvernement qui s'avait prétendu d'être «révolutionnaire» par les militaires et par certains secteurs de la société civile brésilienne.

développementalisme et des populismes qui procèdent des dictatures militaires latino-américaines.

Cette constante imprègne également les politiques de contrôle social. Si les nouvelles droites semblent d'être une réponse électorale récente à une croissante exigence des administrés par l'ordre et sécurité dans des contextes de montée de la violence quotidienne⁸, les gouvernements progressistes latino-américains ont contribué de façon capitale pour le montage d'un vaste appareil légal répressif dont, désormais, les nouvelles droites peuvent faire l'usage. Peut-être que son exemple le plus éloquent soit la prolifération des législations anti-terreur pendant la dernière décennie. Dans ce cas, l'alliance entre le progressisme et les nouvelles droites latino-américaines semble d'aller à la rencontre de son passé autoritaire partagé.

La Terreur d'État fût une constante des dictatures latino-américaines (1960-1990) (Böhm, Rubilar e Sandino, 2012), globalement branchée aux intérêts bipolaires dans un monde scindé. Entre les années 1970-1980, la guérilla et les expériences de résistance armée, aussi bien que l'escalade des cartels de la drogue, furent les cibles préférentiels des politiques latino-américaines anti-terreur, concentrées dans législations non-parlementaires de Sécurité Nationale et opérées par voie de pratiques systématiques de violation des droits de l'homme (Cocco e Negri, 2005).

Avec la démocratisation des pays latino-américains dans les années 1980-1990, et la réorganisation d'un monde depuis lors multipolaire, les ennemis sujets à la fureur de la guerre globale n'étaient plus exclusivement les subversifs de gauche ou les narcos - ceux-ci "excessivement tissés dans la réseau corporatif et ses intérêts économiques" (Calveiro, 2013, p. 70) -, mais les terroristes. Le terroriste passait à la condition d'ennemi nuisible, dont la localisation est imprécise et le pouvoir, indéfini. Cette nouvelle figure rend possible de réarticuler la légitimité d'une guerre civile globale et financière (Alliez & Lazzarato, 2016) conduite dans un horizon de subjectivités fractales, de temporalités nano-chronologiques et de territoires illimités (Virilio, 2008 e 2012; Chamayou, 2015).

La plupart des législations anti-terreur récentes adoptées par de pays latino-américains articulent les éléments de la guerre et des finances, poussé par des recommandations de la FAFT (*Financial Action Task Force*)⁹ et du *US Department of State*, qui produit chaque année

⁸ Le rapport *Latinobarómetro* 2018 indique que la sécurité publique est le plus gros problème dans les municipalités d'Amérique latine. Cette perception est conforme à celle exprimée les années précédentes. Disponible sur: <http://www.latinobarometro.org/latdocs/INFORME_2018_LATINOBAROMETRO.pdf>. Accédé le 28.déc.2019.

⁹ FAFT est un organisme intergouvernemental chargé de l'élaboration des politiques qui luttent contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres menaces à l'intégrité du système financier (FAFT, 2019). Disponible sur: <<https://www.fatf-gafi.org/about/>>. Accédé le 28.déc.2019.

les *Country Reports on Terrorism*¹⁰. Dès l'année 2010, plusieurs gouvernements latino-américains ont satisfait les lignes directrices du *policy-making* de la FAFT, en adoptant de législations qui s'intègrent au appareil légal préalable, procédant de la Terreur d'État des dictatures récentes. C'est le cas du Paraguay, qui adopta la *Ley* 4.024/2010 dans le gouvernement Fernando Lugo; de l'Argentine, qui promulgua la *Ley* 26.734/2011 pendant le gouvernement de Cristina Kirchner; du Brésil, qui approuva la *Lei* 13.260 en 2016, dans le gouvernement de Dilma Rousseff; bien aussi de l'Uruguay, qui édicta en Octobre 2019, pendant le gouvernement de Tabaré Vázquez (successeur de José Mujica y prédécesseur de Luis Alberto Lacalle Pou, ceci de centre-droit) la *Ley* 19.749.

Au Chili, il est possible qu'on rencontre la situation la plus exemplaire d'une continuité entre la Terreur d'État et des lois anti-terreur, également adoptées par le progressisme ainsi que pour les nouvelles droites. La *Ley* 18.314/1984, édictée pendant la dictature d'Augusto Pinochet, est-elle encore en vigueur. Entre les années 2002 et 2015, cette loi a subi plusieurs réformes dans les gouvernements du libéral Sebastián Piñera ainsi que dans les gouvernements des socialistes Ricardo Lagos et Michelle Bachelet. Depuis les années 2000, dans le gouvernement de Ricardo Lagos, les actes de insurgence des mapuches chiliens, jusqu'à ce moment-là punissables selon la loi chilienne de Défense National, seront dès lors poursuivis pénalement par la loi anti-terreur du pinochetisme réformé par le progressisme socialiste.

Dans les grandes lignes, le conflit ethnique-territorial qui enveloppe les mapuches trouve son point de départ dans l'occupation violente, le massacre systématique de la population mapuche (euphémisé de "Pacification d'Araucânia") et la consequent réduction de ses territoires traditionnels jusqu'après l'indépendance du Chili. La dictature de Pinochet à subventionner l'installation des industries forestières en sol mapuche, en réduisant encore plus le territoire occupé. Cette subvention a causé une intense dégradation de l'environnement qui a devenu les activités agricoles traditionnelles des mapuches virtuellement impossibles. La période après-dictature aurait approfondi ces politiques néo-extractivistes, en aggravant le conflit. Les actes de résistance mapuches, quoique qualifiés de terroristes depuis les années 2000 par le gouvernement socialiste de Lagos, consistait en d'actes contraires à la propriété, en incendie de maisons inhabités ainsi que de machines, et en protestations or passives, or violentes, qui n'ont jamais causé des décès ou des blessures corporelles (Böhm, Rubilar & Sandino, 2012).

¹⁰ Disponible sur: <<https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2018/>>. Accédé le 28.déc.2019.

La profusion et l'application exemplaires de les lois anti-terreur dans des pays de l'Amérique Latine favorise de démontrer: (1) une ligne de continuité verticale, discrète et persévérante qui branche les gouvernements progressistes aux libéraux, aussi bien que à les nouvelles droites, dans l'adoption et l'usage des appareils institutionnels de stabilisation répressif; (2) l'appartenance de cette alliance entre gouvernements progressistes et nouvelles droites à les liturgies des dictatures continentales qui précédaient ces démocraties. Ceci se démontre aussi bien par l'articulation implicite entre d'institutions autoritaires et de lois formellement démocratiques (comme on a pu voir dans les cas de Brésil, d'Argentine et d'Uruguay), obtenue sous l'influence d'organisations internationales chargées du *warfare* contre la terreur et ses finances, que par son interpénétration explicite (comme dans le cas du Chili).

La stabilisation répressif que ces instruments fournissent, englobe de déploiements qu'on analysera de façon plus pointée. Ils prédisposent les conditions structurelles du conflit ouvert entre le terrain des résistances biopolitiques (point 1) et la stabilisation répressif qui se déroule dans le territoire, en utilisant d'instruments fabriqués au milieu des gouvernements progressistes mêmes (point 2.1). Cela favorise d'articuler une ligne verticale, juridico-institutionnelle, d'accumulation de capital répressif par des États latino-américains dans les dernières deux décennies à la prolifération horizontale d'une insécurité micropolitique dans laquelle nouveaux croisements se sont produits, surtout entre la guerre civil qui fragmente de territoires et monétise son conflictualité polyvalente (point 2.2).

2.2 La militarisation polymorphe: Le Brésil en Haïti, Haïti au Brésil

Un parmi des facteurs responsables de la prolifération de "guerres moléculaires" (Cocco, 2020) en Amérique Latine est la *militarisation polymorphe* qui conditionne la stabilisation promue par des gouvernements de gauche latino-américains. Entre les années 2002 et 2014, les Forces Armées d'une quinzaine entre 26 pays d'Amérique Latine et région caribéenne ont conduit 488.000 d'opérations contre le commerce de drogues¹¹. Les nombreux rapports que polices, Forces Armées et gouvernements obéissent à deux dimensions majeures, lesquelles entraînent un effet secondaire qu'on décrit ensuite.

¹¹ Données de l'*Atlas Comparativo de la Defensa en América Latina y Caribe*, 2014. Disponible sur: <<http://securityassistance.org/content/atlas-comparativo-de-la-defensa-en-am%C3%A9rica-latina-y-caribe-edici%C3%B3n-2014>>. Accédé le 28.déc.2019.

La première dimension concerne au rapport complexe entre gouvernements, polices et Forces Armées. Elle est déchaînée par le fait que les présidents latino-américains ont répondu souvent aux urgences et aux protestations civiles par les biais des armées nationales (Diamint, 2015). La deuxième dimension correspond à une hybridation entre la police et les Forces Armées. À l'intersection de ces deux dimensions, pas uniquement les policiers acquièrent des contours militaires et mènent des opérations dans la logique de la guerre et de l'extermination, comme les Forces Armées deviennent des agents de l'ordre et du développement économique et social, agissant et occupant (fréquemment en consortium avec la police) territoires contrôlés par le trafic de drogue ou le crime organisé.

Cela n'est pas seulement dû à la faiblesse des institutions civiles des États d'Amérique latine pour gérer les affaires intérieures, mais aussi à un nouveau type de relations de pouvoir et de dépendance entre les gouvernements et les Forces Armées. Rut Diamint (2015) a noté que les gouvernements populistes d'Amérique latine ont appris à utiliser l'Armée à la fois comme outil gouvernemental, catalyseur des politiques de développement économique et social et comme appareil pour contrer l'opposition. Il s'agit de deux lignes d'action instrumentale qui s'entremêlent dans le plan gouvernemental concret¹².

C'est le cas du socialiste Rafael Correa, qui en mai 2014 appelle les Forces Armées à intensifier la lutte contre le crime organisé en Équateur; ou du conservateur Felipe Calderón, qui entre 2006 et 2012 utilise l'Armée contre les cartels de la drogue au Mexique; ou de Lula, qui a créé en 2004 la Force Nationale de Sécurité Publique pour agir dans la préservation de l'ordre public, la sécurité des civils et du patrimoine au Brésil. La Force Nationale de Sécurité Publique a été utilisée dans des opérations de Garantie de l'Ordre Public (GLO) à des occasions très diverses¹³, telles que la Coupe du Monde de Football (2014), sous le gouvernement de Dilma, l'intervention fédérale à Rio de Janeiro (2018), ainsi que pour débloquer les routes lors de la grève des camionneurs par le gouvernement Temer, de centre-droit.

L'un des principaux effets secondaires de cette relation de soutien et de dépendance entre les gouvernements et les forces militaires hybrides de l'ordre est l'autonomie des groupes

¹² Ce fait dialogue avec une très importante conclusion de Foucault (2008b) sur l'inexistence d'un art de gouverner proprement socialiste; ou même de Deleuze (1988-1989), qui dans une interview avec Claire Parnet a déclaré polémiqnement qu'il n'y a pas de gouvernements de gauche.

¹³ Les opérations GLO sont une ressource largement utilisée au Brésil par des gouvernements de spectres politiques différents. Par rapport au gouvernement Fernando Henrique Cardoso (1998-2002), dans lequel 38 opérations de garantie de la loi et de l'ordre ont été effectuées, le gouvernement Lula (2003-2010) en a réalisé 39 et le gouvernement Dilma (2011-2016), 31 opérations. Cf. "Distribuição das operações de GLO (1992-2019)". Disponible sur:

<https://www.defesa.gov.br/arquivos/exercicios_e_operacoes/glo/4_tabelas_glo_grafico_linhas26112019.pdf>.

militaires et paramilitaires dotés d'un pouvoir de négociation politique. Pour comprendre *grosso modo* comment cet effet secondaire se produit, nous prendrons comme exemple le modèle de pacification des territoires, également appelé, en droit international, une politique de *stabilisation* des territoires en conflit (Gomes, 2014; Cocco, 2020).

Il ne s'agit pas seulement d'un cas brésilien, mais d'un modèle d'exportation. En 2004, au début de l'administration Lula, le Brésil est apparu sur la scène mondiale comme un protagoniste potentiel. Sa croissance annuelle de 5,8% du PIB lui a non seulement placée parmi les locomotives émergentes de l'économie mondiale, mais lui a aussi donné la légitimité de postuler un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, et d'agir régionalement en tant qu'autorité sous-impérialiste, pacifiant les pays les plus pauvres.

La même année, le Brésil enverrait 1200 militaires et prendrait la direction des opérations de pacification et de stabilisation démocratique en Haïti. L'opération a mobilisé 37500 militaires brésiliens¹⁴ jusqu'à la suppression complète des forces de maintien de la paix, qui a eu lieu en octobre 2017. Elle consistait en incursions militaires pour regagner territoires contrôlés par des gangs et des groupes armés, en les démantelant; dans l'occupation des territoires pour assurer son sécurité; dans la réalisation de travaux d'infrastructure pour la mise en œuvre et le développement de biens et services publics; et, enfin, visait le retour des territoires au contrôle civil. Il s'agissait donc d'un modèle civico-militaire d'incursion, de reconquête, d'occupation et de libéralisation progressive des territoires qui utilisait la sécurité militaire comme catalyseur des transformations sociales et économiques, en assurant un pacte social minimal.

Le même modèle a été transplanté dans les territoires occupés par le trafic de drogue au Brésil. Toujours en 2004, un vaste processus d'occupation civico-militaire des complexes de favelas de Rio de Janeiro est déclenché par une opération de police cherchant des armes officielles volées, employant des troupes qui avaient servi en Haïti. Depuis 2007, ce processus a été intensifié par l'expansion et l'officialisation de ces opérations sous la forme d'une politique d'État de sécurité publique, qui a mélangé des éléments militaires, de conquête et d'occupation de territoires, avec leur restructuration civile à travers des politiques de développement urbain, social et économique.

¹⁴ Disponible sur: <<https://nacoesunidas.org/brasil-encerra-atividade-militar-no-haiti- nesta-quinta-feira-31/>>. Accédé le 28.déc.2019.

Conçu pendant le cycle des gouvernements progressistes brésiliens (2004-2017), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti a été le ballon d'essai de la *militarisation polymorphe* qui a non seulement façonné les Unités de Police Pacificatrice (UPPs), mais a préparé l'avènement de l'Intervention Fédérale à Rio de Janeiro (2018), pendant le gouvernement Temer, et plus tard, du bolsonarisme comme phénomène électoral. Ce n'est pas un hasard si Carlos Alberto dos Santos Cruz - le commandant nommé par Lula en Haïti - deviendra plus tard ministre en chef du Secrétariat du gouvernement de la Présidence au début de l'administration de Jair Bolsonaro.

Les opérations de l'ONU en Haïti, la politique des UPPs, la guerre contre la drogue menée par le Mexique ou les milices anti-manifestation de Nicolás Maduro au Venezuela nous placent au plein cœur d'un paradigme dans lequel l'autorité étatique ou non étatique est exercée sous forme d'«occupation coloniale contemporaine» (Mbembe, 2018, p. 48), favorisant une domination massive de la population résidant dans le territoire occupé. Cela génère un tout nouveau réseau de complicité et de négociations entre les pouvoirs constitués et leurs garants plus ou moins officiels, qui sont répartis entre les Forces Armées, les groupes paramilitaires, les milices, les trafiquants de drogue, les membres du crime organisé, les oligarchies d'entreprises, les fournisseurs de liquidités financières, etc. La définition de Mbembe de "nécropolitiques" ne serait pas autre: une fragmentation du territoire commandée par divers groupes armés et fondée sur une «mosaïque de droits de gouverner incomplets et se chevauchant, déguisés et enchevêtrés, dans laquelle sont laissées différentes instances juridiques *de facto* géographiquement entrelacées. (...)» (Mbembe, 2018, p. 82).

Conclusion

Si les luttes écoterritoriales constituent des alliances qui défient les gouvernements et les relations de pouvoir locales, la territorialité devient elle-même le facteur clef exploité par les régimes d'accumulation post-fordistes et réglementé par un nouveau régime de guerre. Du point de vue de l'accumulation, le territoire est un domaine de valorisation, d'extraction et d'exploitation intensive de deux matières premières: (i) les ressources naturelles, les actifs fonciers, les potentiels de valorisation financière (*e.g.*, constructif, écologique, d'agro-extension); (ii) les formes de vie elles-mêmes - dans leurs expressions singulières, relations sociales et activités multiples - qui se développent de plus en plus dans l'espace productif de la métropole mondialisée. Du point de vue de la guerre, le territoire est le siège de l'exercice d'un pouvoir souverain hyperlocal et fragmenté, capable de se connecter avec des réseaux d'intérêts

nationaux et transnationaux, et de se concentrer sur la résolution des conflits par la gestion de la vie et l'administration de la morte.

En Amérique Latine, où ces deux tendances se nourrissent mutuellement, les gouvernements progressistes, néolibéraux et d'extrême droite sont assaillis par des *conflits biopolitiques* de plus en plus intenses. Face à l'absence de formes alternatives de «mobilisation productive», de «radicalisation démocratique» (Cocco & Negri, 2005) ou de nouveaux «arts de gouverner» (Foucault, 2008a), on suit les traces d'un chemin silencieux où la société et la guerre, la vie et l'économie, la nature et l'expropriation s'entremêlent sous la forme d'une crise permanente. S'il y a une logique aberrante posée par les «raisons de la rue», c'est pour rendre ce dilemme aussi explicite et concret que possible, dans le même terrain où les récits politiques cherchèrent d'engendrer une nouvelle pacification.

Bibliographie

ACOSTA, A. O Bem Viver: uma oportunidade para imaginar outros mundos. Tradução de Tadeu Breda. São Paulo: Autonomia Literária/Elefante, 2016.

ALLIEZ, E; LAZZARATO, M. Guerres et Capital. Paris: Amsterdam, 2016.

ARANTES, Paulo. O novo tempo do mundo. E outros estudos sobre a era da emergência. Coleção Estado de Sítio. São Paulo: Boitempo, 2014.

ARAÚJO, R. “Para além do horizonte comunista”. In: Ministério das Relações Exteriores do Brasil, 2019. Disponível em: <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/ministro-das-relacoes-exteriores-artigos/21163-para-alem-do-horizonte-comunista-terca-livre-18-12-2019>

BÖHM, M.L RUBILAR, R.A.G-F, SANDINO, D.F.T. “Terrorism and anti-terrorism in South America with a special consideration of Argentina, Chile and Colombia”. In: Revista Eletrônica da Faculdade de Direito e do Programa de Pós-Graduação em Ciências Criminais PUCRS. Porto Alegre. v.4, n.1, pp. 46-74, 2012.

CALVEIRO, P. Violencias de Estado: la guerra antiterrorista y la guerra contra el crimen como medios de control global. Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores, 2012.

CAVA, B. “O 18 de Brumario brasileiro”. In: PEREIRA, M. et al. (Orgs). A terra treme: leituras do Brasil de 2013 a 2016. Rio de Janeiro: Annablume, 2016.

CAVA, B; COCCO, G. (org). Amanhã vai ser maior: o levante da multidão no ano que não terminou. São Paulo: Annablume, 2014.

CHAMAYOU, G. Teoria do Drone. São Paulo: CosacNaify, 2015.

CLETO, M; CORREA, M. “A hipótese bolsonarista: a trincheira e as linhas”. In: Revista Lugar Comum: estudos de mídia, cultura e democracia, n. 50, Rio de Janeiro: UFRJ/ESS, 2019.

COCCO, G. KorpoBraz: por uma política dos corpos. Rio de Janeiro: Mauad, 2014.

_____. Molecular Wars and Insurgent Multitudes. 2020 (no prelo).

COCCO, G. NEGRI, A. Globa(AL): Biopoder e lutas em uma América Latina globalizada. Rio de Janeiro: Record, 2005.

CORRÊA, M. D. C. “Rafael Braga Vieira: o singular e os universais da polícia”. In: Dilemas. Revista de estudos de conflito e controle social. Rio de Janeiro, v. 11, n. 2 (mai-ago, 2018), pp. 212-234.

_____. Filosofia black bloc. Rio de Janeiro: Circuito, 2020 (no prelo).

DIAMINT, R. “A New Militarism in Latin America”. In: Journal of democracy. Vol. 26. n. 4, pp. 155-168, Johns Hopkins University Press, October 2015.

ERREJÓN, I. “Sin manual, pero con pistas: algunas trazas comunes en los procesos constituyentes andinos (Venezuela, Bolivia, Ecuador)” In: Viento Sur, n. 128, jun. 2013 Viento Sur, n.128, jun. 2013.

ESCOBAR, P. O Brasil no epicentro da guerra híbrida, 2016. Disponível em : <https://outraspalavras.net/geopoliticaeguerra/o-brasil-no-epicentro-da-guerra-hibrida/>

FAJARDO, Raquel Z. Y. El horizonte del constitucionalismo pluralista: del multiculturalismo a la descolonización. In: El derecho en América Latina. César Rodríguez Garavito (org.). Siglo Veintiuno Editores: Buenos Aires. 2011.

FOUCAULT, M. Segurança, território, população. Curso dado no Collège de France (1977-78). Tradução de Eduardo Brandão. São Paulo: Martins Fontes, 2008.

_____. Nascimento da biopolítica. Curso dado no Collège de France (1978-79). Tradução de Eduardo Brandão. São Paulo: Martins Fontes, 2008b.

_____. “Entrevista com Michel Foucault realizado por Farès Sassine em agosto de 1979”. In: BALBINO, L. O enigma da revolta. Entrevistas inéditas sobre a Revolução Iraniana. São Paulo: Editora N -1, 2018.

GARGARELLA, R. «El nuevo constitucionalismo latinoamericano», en: Estudios socialEs, revista universitaria semestral, año XXV, no 48, Santa Fe, Argentina, Universidad Nacional del Litoral, primer semestre de 2015, pp. 169-172.

O GLOBO. No lugar de Eduardo diria que deveríamos mudar a lei antiterrorismo, diz Bolsonaro. Jornal online. Edição do dia 11 de novembro de 2019.

GOMES, M. S. A “pacificação” como prática de “política externa” de (re)produção do self estatal: reescrevendo o engajamento do Brasil na Missão das Nações Unidas para a Estabilização no Haiti (MINUSTAH). Tese apresentada ao Programa de Pós-Graduação em Relações Internacionais do Instituto de Relações Internacionais da PUC-Rio. Rio de Janeiro; PUC-Rio, 2014.

HARDT, M. Entrevista a Michael Hardt. In: GLOB(AL). Revista Nômade, n. 11, 2009.

HUNTER, James Davison. Cultural Wars: the struggle to define America. New York: Basic Books, 1991.

KORYBKO, A. Guerras híbridas. Das revoluções coloridas aos golpes. São Paulo: Expressão Popular, 2019.

LATOUR, B. Jamais fomos modernos. Ensaio de antropologia simétrica. São Paulo: Ed. 34, 1994.

LEFEBVRE, H. A revolução urbana. Belo Horizonte: Editora UFMG, 1999.

MBEMBE, A. Necropolítica. São Paulo: N-1 Edições, 2018.

MEDEIROS, J. “Um panfleto Pró-Putin e demofóbico. In: PassaPalavra, Edição Online, 28 de janeiro de 2020.

RABINOW, Paul; DREYFUS, Hubert. Michel Foucault. Uma trajetória filosófica: para além do estruturalismo e da hermenêutica. Tradução de Vera Portocarrero, Rio de Janeiro: Forense Universitária, 1995.

MACHADO, D. ZIBECHI, R. Cambiar el mundo desde arriba: Los límites del progressismo. La Paz: CEDLA, 2016.

MASON, L. Uncivil agreement: how politics became our identity. Chicago: The university of Chicago press, 2018.

MENDES, A. Vertigens de Junho: os levantes de 2013 e a conquista de uma nova percepção. Rio de Janeiro: Autografia, 2018.

MENDES, A.; CAVA, B. “Podemos e os enigmas que vêm do sul”. In: Le Monde Diplomatique Brasil impresso, abril de 2015.

NEGRI, A; HARDT, M. Multidão. Tradução de Clóvis Marques. Rio de Janeiro: Record, 2005. ____; _____. Bem-estar comum. Rio de Janeiro: Record, 2016.

ORTELLADO, P. Et al. Vinte centavos: a luta contra o aumento. São Paulo: Veneta, 2013.
_____. “Polarização opõe identidades, não posições sobre políticas, diz estudo”. Folha de São Paulo. Jornal Impresso. Edição de 08 de maio de 2018.

SCHAVELZON, S. Plurinacionalidad y vivir bien / buenvivir, Quito, Clacso, 2015.
_____. “A razão das ruas e o impasse na América Latina”. Jornal El País. Edição online do dia 07 de dezembro de 2019.

SINGER, A. “A (falta de) base política para o ensaio desenvolvimentista”. In: SINGER, A; LOUREIRO, I. As contradições do lulismo: a que ponto chegamos? São Paulo: Boitempo, 2016.

SOUZA, J. A elite do atraso. Da escravidão a Lava Jato. Rio de Janeiro: Saraiva, 2017.

SVAMPA. M. Las fronteras del neoextractivismo en América Latina: conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependências. Alemania: Bielefeld University Press, 2019.

VIRILIO, P. The administration of fear. Los Angeles: Semiotext(e), 2012.

_____; LOTRINGER, S. Pure War. Los Angeles: Semiotext(e), 2008.